

# **LA RENCONTRE BOURGUIBA-DE GAULLE: SUPERCHERIE OU ESPÉRANCE?...**

D'où vient-il que la prochaine rencontre De Gaulle-Bourguiba n'engendre qu'un optimisme modéré? Pourtant l'imminence des négociations directes avec le F.L.N. qu'elle implique devrait soulever l'adhésion unanime.

Hélas! On a trop berné l'opinion avec des propos généreux aussitôt contredits, voire sabotés, qu'énoncés. De Gaulle est orfèvre dans l'art de lancer à la cantonade des motions d'espérance qui tiennent lieu de politique quand les conjonctures internationales invitent la France à hâter la fin du conflit algérien. Mais passées les échéances qui les motivaient, les audaces procèdent d'un «*machiavélisme historique*» où se dégradent les dispositions. Ces procédés finissent par décourager les plus indulgents, et singulièrement les sectateurs du gaullisme.

On ne le dira jamais assez ! Le tête-à-tête franco-tunisien ne pourrait, sans qu'il y ait supercherie, se substituer à la négociation directe réclamée par l'immense majorité de l'électorat le 8 janvier et sous-jacente chez les abstentionnistes. Le Président Bourguiba, et cela sans sous-estimer son habileté d'Homme d'État, n'incarne pas et n'incarnera probablement jamais l'insurrection. Ce sont donc ses représentants authentiques qu'il faut inviter à la table ronde. Le Président de la République tunisienne dans cette perspective peut aider au dégel, sans spolier l'insurrection de son héritage. A défaut des «*bons offices*» dont il rêvait mais que la superbe du Général ne saurait tolérer, son argumentation persuadera-t-elle De Gaulle de recevoir Ferhat Abbas sans que les règles du protocole soient entachées.

Tout destine Bourguiba à jouer ce rôle, uniquement ce rôle. Il a l'«oreille» des Américains qu'il a conquis par sa modération dans les actes et sa fermeté sur les principes, de sorte qu'il inspire dans ses grandes lignes la stratégie africaine du Président Kennedy. Aussi nul doute que les «*vœux*» formulés à Paris par Bourguiba ne recevront l'imprimatur du Département d'État. Le général de Gaulle ne manquera pas d'être sensible à ce parrainage à l'heure où sa politique algérienne sera mise une nouvelle fois en accusation à l'O.N.U. Mais ces raisons, pour n'être pas négligeables, ne sont pas les plus déterminantes. D'autres facteurs internes ou communs au Maghreb engagent le Président tunisien à s'entremettre dans le règlement du conflit. Son opposition youssefiste, très influente au Caire, radicale et assez voisine politiquement du F.L.N. combattant, serait muselée provisoirement s'il pouvait se présenter comme l'homme qui a triomphé des préalables gaullistes. Du même coup, l'amitié traditionnelle maghrébine, compromise par la reconnaissance de l'indépendance de la Mauritanie par le Gouvernement de Tunis, serait renouée. Et les «*frères*» marocains n'auraient plus de mobile pour témoigner de la froideur à celui qui permit à Abbas d'être reçu à l'Élysée.

Le F.L.N., qui entend ne devoir sa reconnaissance qu'à ses propres forces, ne s'accorde pas, bien sûr, de cette tutelle. Et les responsables du G.P.R.A. ont réagi, qui précisaientsans ambiguïté que les pourparlers de Gaulle-Bourguiba ne peuvent engager le F.L.N. juste après que le ministre itinérant Masmoudi eut déclaré que l'unité de vue était complète.

Si la diplomatie ne perd pas ses droits, le sang, par contre continue de couler en Algérie. Embuscades, ratissages, bombes «*ultra*» font chaque jour de nouvelles victimes. C'est ce carnage inutile, puisque l'indépendance est inscrite dans les faits, qu'il faut cesser. Le prestige, la bienséance, les calculs ne sont pas de mise, quand de chaque côté l'enjeu est la vie d'innocents.

**Michel PENTHIÉ.**